

Toujours plus de précarité ... pour toujours plus d'inégalité

Chômage précarité et pauvreté : avant même la loi actuelle, les associations sont débordées par la montée des inégalités. Pour refuser Macron et son monde d'inégalités, des exigences nettes doivent être au centre du débat public.

La gauche politique, syndicale, associative doit s'unir dans une campagne qui vise à renouer les liens avec chômeurs précaires et pauvres pour défendre les droits de toutes et tous.

Ensemble avance les propositions suivantes

■ Par des mesures rapides qui répondent à l'urgence sociale, augmentation des allocations, revenu minimum au seuil de pauvreté (revalorisé à 1250€), revalorisation immédiate du Smic et augmentation des salaires (un gouvernement dispose d'outils pour contraindre le patronat).

■ L'égalité salariale réelle entre les femmes et les hommes la situation des chômeuses qui vont, une

fois de plus, subir ! Ces inégalités économiques sont une des sources de cette violence faite aux femmes.

■ Vers une véritable sécurité sociale universelle qui garantisse contre les pertes d'emploi : c'est aussi se donner un outil pour une transition écologique qui n'attend pas Une réduction du temps de travail massive, des droits accrus pour les salarié.es doivent contribuer à abolir le chômage

■ Un plan pour immédiat et à terme de reconstruction – et d'extension- des services publics et collectifs garants de l'égalité.

Nous payons pour les riches qui bénéficient de l'abondance

Le décret de 2019 a eu des conséquences dramatiques surtout pour les précaires : le nombre de chômeur.euses indemnisées a baissé de **20 % en un an !** Plus de la moitié sont **inférieures au seuil de pauvreté !**

Aujourd'hui on veut réduire les durées d'allocations (« moduler les règles d'indemnisation en fonction de la conjoncture économique ») et augmenter les contraintes (abandon de poste = démission, obligation d'accepter n'importe quel CDI, même à temps partiel voire très partiel) et toujours contrôles et sanctions.

On fait des économies sur le dos des précaires quand le gouvernement gave le patronat de 157 milliards « d'aides », quand le CAC 40 (72 milliards de profits au 1^{er} semestre, dividendes records et rachat d'actions pour 78 milliards...avec **taux effectif d'imposition qui diminue nettement entre 2020 et 2021, de 37,6 à 25,4 %**) et quand les **hauts patrimoines ont plus que triplé en 10 ans** (l'imposition a baissé : suppression de l'ISF, taxe forfaitaire sur les profits...)



Le chômage : un outil patronal pour baisser les salaires

Le chômage de masse est caché sous un maquis de statuts, de « dispositifs », qui feraient oublier que 11 millions de personnes (sur les 26 millions d'actifs) subissent des précarités. Ces formes de chômage sont une nécessité pour le Capital : cela lui permet de continuer la pression sur les salaires et les conditions de travail. Il veut ainsi contraindre chômeurs et précaires à accepter n'importe quel emploi. Tel est le « secret » de la réorganisation du salariat : précarisation, développement de faux indépendants, sous-traitance, etc..

Avec la réforme de l'assurance chômage, Macron baisse encore les droits des précaires pour répondre aux angoisses d'un patronat qui craint de perdre le rapport de force de ces dernières décennies.

La modification selon la conjoncture économique, n'est pas un simple dispositif technique. Il fait de l'indemnisation chômage un outil au service de la politique économique libérale et au service des besoins immédiats du Capital. , laissant les mains totalement

libres au gouvernement et au patronat pour utiliser la précarité.

Ce chômage est un outil de division des classes exploitées : les droites opposent le travail baptisé « valeur travail » aux « assistés ». C'est un rejet des « inemployables », *tout-es celles et ceux* d'en bas, les allocataires, des « cas-sociaux » : les 55 % de gens de gauche qui acquiescent que « *Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment* » ne voient pas la remise en cause des cotisations sociales et de la solidarité qui fondent notre protection sociale.

Ils ne voient pas non plus qu'au fil des luttes, s'étaient construites des règles, des limites mises à l'arbitraire patronal (comme la « cause réelle et sérieuse » pour un licenciement) : le droit devait protéger les salarié·es contre des patrons en position de force. Aujourd'hui, emporté·es par la furie libérale, député·es, sénateur·trices ont rétabli la toute-puissance patronale avec des mesures qui visent aussi les salarié·es en emploi.

Recréer du droit commun, des droits pour tous et toutes est une urgence

Le chômage est un outil essentiel de pression sur tous·tes les salarié·es : les sous emplois, les salarié·es pauvres seraient ils possibles si chacun·e avait un minimum garanti qui permette de vivre et

non plus de survivre à n'importe quel prix ? Le capital joue de la peur du chômage pour imposer son pouvoir sur « ses salarié·es »

Voilà pourquoi Ensemble soutient et appelle à soutenir les mobilisations de chômeurs autour du 3 décembre

Face à la hausse des inégalités, l'urgence de taxer les plus riches

Les inégalités sont le résultat de choix politiques : l'argent nécessaire est disponible avec la volonté politique de taxer les riches : c'est un choix de société pour éviter la sécession des riches.

■ Par un prélèvement sur les patrimoines des 5 % les plus riches qui ont triplé dans les années libérales et encore avec la crise covid : prendre 10, 15, 20 % ou plus n'empêchera pas Bernard Arnauld de vivre ; ouvrons le débat sur ces formes de ponction, taxes exceptionnelles immédiates,

emprunt forcé de lutte contre les inégalités, réforme des impôts

■ Par une augmentation des cotisations sociales et fiscales qui mette fin à un système qui permet aux plus favorisés d'y échapper (optimisation et fraude fiscale, utilisation de la sous-traitance ...)

De telles propositions ne peuvent venir d'en haut mais être garanties par des mobilisations : que partout des assemblées populaires s'emparent de ces alternatives, qu'elles investissent le débat public de cette priorité

Salarié·es, chômeurs, chômeuses, précaires, tous et toutes, ensemble contre cette loi scélérate !

Pour une vraie assurance chômage pour toutes et tous